

Les enfants de la rue : le cas de l'Afrique noire*

Yves MARGUERAT**

Depuis quelques années, l'opinion publique mondiale a été sensibilisée à la situation des enfants de la rue, mais en général dans des formes qui mettent surtout l'accent sur les aspects sensationnels et émotifs, dans une grande confusion des notions qui empêche, en fait, de saisir la nature, l'étendue, la complexité du phénomène, sur lequel on ne peut agir avec efficacité sans l'avoir correctement compris.

L'Afrique Noire était encore il y a peu un continent où l'enfant était au coeur de la société : non le petit dieu dorloté comme un caniche de l'Occident, mais la richesse de l'avenir, l'espoir des hommes. Désormais ses villes ne sont plus à l'abri du fléau, même si les responsables ont eu très longtemps quelque peine à l'admettre. La genèse -ou plutôt les genèses- du phénomène sont assez récentes, et donc particulièrement significatives à analyser.

CLARIFIER LES NOTIONS

Il importe avant tout de préciser le vocabulaire, qui est d'une grande importance dans la pratique à cause de ses implications affectives (ou, plus exactement, dépréciatives), qui contribuent à accentuer la marginalisation des enfants ainsi stigmatisés du mépris de tous. Les définitions qui ont été élaborées au forum de Grand-Bassam, dès 1985¹, ne sont, certes pas pleinement satisfaisantes, mais, jusqu'ici, il n'en a pas été proposé de beaucoup plus convaincantes. Reprenons-les rapidement ici.

L'expression trop commune de "jeunes délinquants" doit être strictement réservée aux mineurs qui ont été déclarés coupables par un tribunal compétent. Bien que ceux-ci soient les seuls à affleurer dans les statistiques officielles, dans les budgets publics et les plans d'équipement, ces "enfants sous contrôle" ne sont qu'une infime minorité des enfants marginalisés, davantage les plus mal-

* Document présenté au séminaire préparatoire au sommet mondial sur le Développement social (Copenhague, mars 1995), ORSTOM et Ministère des Affaires étrangères, Royaumont, 9-11 janvier 1995 (actes à paraître).

** Directeur de recherche de l'ORSTOM, secrétaire général du groupe de réflexion MARJUVIA (Marginalisation des jeunes dans la ville africaine), responsable de programmes pour les enfants de la rue au Togo.

(1) Les textes élaborés à Grand-Bassam sont reproduits (avec beaucoup des documents utilisés ici) in : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique Noire* (MARJUVIA Y. Marguerat, et D. Poitou eds.), Paris, Fayard, coll. "Les enfants du fleuve", 1994, 628 p.



chanceux que les plus dangereux. Mais faut-il rappeler que la première mesure à prendre en leur faveur, et la plus fondamentale, est la création d'institutions de répression/réinsertion spécifiques ? Voici longtemps que l'incarcération des enfants avec les adultes est connue comme la plus efficace des "écoles du crime" (et, pour les enfants le plus cauchemardesque des bagnes). Pourtant, plusieurs pays africains n'ont toujours à leur proposer que la prison commune, sa crasse et sa promiscuité².

On bannira formellement le terme pseudo-scientifique de "pré-délinquants", qui implique un déterminisme contraire à toute compréhension, tant humaine qu'intellectuelle.

Pour désigner les enfants et les jeunes (peu important ici les limites d'âges) que la pauvreté de leurs parents contraint à aller chercher hors de chez eux un complément de ressources indispensables à la survie de la famille, on peut parler d'"**enfants dans la rue**". Ils sont de loin les plus nombreux, et surtout les plus visibles. Ils exercent en effet les innombrables "petits métiers" qui prolifèrent dans l'économie populaire urbaine, du portage de paquets à la vente ambulante (aux multiples aspects), en passant par l'art de cirer les chaussures ou celui de guider les touristes, ou encore la prostitution (pour touristes ou pour autochtones). Ce qui caractérise ce groupe, communément -et tout à fait abusivement- catalogué "enfants de la rue", est qu'il reste rattaché aux adultes. Ainsi, le petit capital de départ de leur activité leur a-t-il, en général, été confié par leur famille, et leurs revenus reviennent, tout ou en partie, à leur foyer (souvent mono-parental). On a ainsi montré que, à l'aéroport d'Abidjan, plus de la moitié des cireurs de chaussures sont soutien de famille, ce qui ne leur épargne ni le mépris des "honnêtes gens", ni le racket des forces dites de l'Ordre³.

Les "**petites bonnes**" (parfois bien petites : 10 ans, 8 ans...) fournissent très souvent un travail domestique considérable dans les familles citadines : exploitation massive, souvent féroce, mais cachée. On peut, avec ENDA de Dakar (qui essaye de les organiser), les regrouper avec les enfants dans la rue pour parler d'"**enfants travailleurs**"⁴, qu'il faut défendre et valoriser. Ce sont là des jeunes qui vivent non une marginalisation, mais plutôt ce qu'on peut appeler une "sur-insertion", particulièrement nette dans les cas de la prolétarianisation industrielle des enfants, ou de la prostitution structurée (mais ceci se rencontre encore peu en Afrique Noire, à la différence de l'Asie ou de l'Amérique Latine, où le phénomène de l'"enfant exploité" est en plein essor⁵). C'est là une problématique tout à fait différente.

Les authentiques "**enfants de la rue**", ceux que l'on évoquera ici, se caractérisent par une marginalité non seulement économique, mais surtout sociale

(2) Dans la capitale. Mais pratiquement nulle part les villes moyennes, où le problème existe maintenant presque partout, n'ont la moindre infrastructure adaptée.

(3) Cf. J.-L. THÉRON in *A l'écoute des enfants de la rue...* (pp. 294-295). Voir aussi la remarquable description par Ch. Denot de la vie et des états d'âme d'"Inox, l'enfant d'acier", petit vendeur de mouchoirs en papier à un carrefour d'Abidjan (*ibid.* pp. 475-491).

(4) Voir les divers numéros de *la Lettre de la rue* d'ENDA Jeunesse-action (Dakar).

(5) Voir les actes (à paraître) du colloque sur ce thème (CNRS-ORSTOM, Paris, nov. 1994).

(et psychologique) : ils sont (et se savent, et se disent) **en rupture** avec les adultes, et au premier chef avec leurs parents. Le mépris et l'hostilité que leur manifeste la société qui se dit "normale" les enfoncent toujours plus loin en lisière de la vie sociale, accentuant leur propre réaction de sécession, dont ils peuvent difficilement sortir seuls.

Au Sénégal, l'expression est malencontreusement comprise par l'opinion dans le sens de "enfant de personne", c'est-à-dire bâtard : ceux du Plateau de Dakar préfèrent se désigner eux-mêmes comme les "débrouillards"⁶. Mais l'expression "la rue" doit être prise comme purement topologique : il n'y en a guère de plus neutre pour désigner les espaces publics du centre des villes devenus, pour un certain nombre d'enfants et de jeunes, leur lieu de vie habituel, de jour comme (et c'est là le plus significatif) de nuit. Cette marginalité spatiale au coeur de l'espace public urbain est fondamentalement l'expression d'un **handicap social**⁷. L'expression "enfants de la rue" ne doit pas avoir d'autres significations.

Naturellement, ces catégories ne sont en rien étanches, et nombre d'enfants dans la rue passent souvent de l'autre côté de la limite, c'est-à-dire cessent de rentrer chez eux et de partager leurs gains avec les leurs, pour un bref moment, pour longtemps ou pour toujours.

Au total, les enfants et les jeunes vraiment en rupture avec la société ne sont nulle part très nombreux dans les villes (pas même dans les plus grandes mégapoles⁸) : quelques dizaines, voire quelques centaines (presque tous des garçons), alors que les enfants dans la rue se comptent par milliers (dont une forte proportion de filles), et, dans le monde, par millions.

VIVRE DANS LA RUE, VIVRE DE LA RUE

Différence sensible avec les pays du "Nord" (qui sont loin d'ignorer le problème de la marginalisation d'une partie des classes juvéniles, mais dans des formes très différentes), le climat en Afrique permet de vivre dehors à peu près toute l'année (même si les nuits sont redoutablement fraîches en altitude). On peut ainsi dormir dans un recoin de la rue, sous un auvent, sur une terrasse, ou bien, à Kinshasa, sur le toit des pavillons du grand-marché, ou encore, à Lomé, enfoui dans le sable de la plage... Bien sûr, la saison des pluies oblige à trouver un abri plus conséquent : un hangar, les tables du marché, l'entrée d'un magasin ou d'un cinéma (si les gardiens sont compréhensifs, par compassion ou -plutôt- contre argent). A Abidjan, on peut se réfugier sous les ponts de la lagune,

(6) Ceux de Lomé se sont baptisés les "smallvi" (les "petits-petits : redondance de l'anglais et de l'éwé).

(7) L'expression qu'emploient les organisations internationales, les "enfants en situation (extrêmement) difficile", est trop floue : elle conviendrait mieux aux populations victimes de catastrophes naturelles, de la misère massive ou de la guerre.

(8) Des enquêtes minutieuses n'en ont recensés qu'un millier à Mexico tout comme à Rio de Janeiro (voir colloque du CIE sur ce thème, Paris-Longchamp, déc. 1994), et, tout récemment, 250 à Abidjan (Frères Amiguiens de Yopougon, information orale).

réputés de longue date fort mal fréquentés, ou à Dakar dans les anfractuosités des falaises rocheuses qui cernent le Plateau, non moins mal famées... On peut aussi, si on a un peu d'argent, trouver une place dans des maisons délabrées et surpeuplées, qui louent leur accès à la nuit pour un franc français ou deux, mais, à Cotonou, les enfants du stade des Cheminots doivent, les nuits de pluies, se serrer debout contre un mur, abandonnant le sol à l'inondation⁹. Plus âgés, les jeunes qui ont réussi à avoir un minimum de ressources régulières (par exemple le racket sur les petits) peuvent louer à plusieurs une chambre ou une maisonnette, et ne plus vivre à l'air libre ; ils n'en sont pas mieux réinsérés dans la société pour autant.

Pour se nourrir, il y a à peu près partout en Afrique (hormis au Burundi et au Rwanda, où le savoir-vivre interdit de manger en public) des ventes de plats cuisinés dans la rue (c'est le plus souvent une activité de femmes et de fillettes). Ou bien l'on vend du pain (sucré en pays anglophone), ou des fruits épluchés, ou (en particulier à Abidjan) des petits-déjeuners à l'européenne, avec tartines, café en poudre, omelettes, ou de vrais repas sur les "*tangwana*" des rues de Dakar... On trouve donc facilement à manger dans les centres-villes, jour et nuit, et aussi à boire, la vente d'eau (souvent réfrigérée, pas toujours hygiénique) étant en particulier une activité des jeunes filles "dans" la rue.

Mais pour s'offrir tout cela, il faut bien sûr de l'argent. Beaucoup d'enfants "de" la rue exercent les mêmes petits métiers que ceux "dans" la rue. Mais ils souffrent de deux handicaps : l'absence, en général, d'un capital de départ (sauf après un bon vol), de la somme modeste qui permet d'acquérir un lot de cartes postales, ou une boîte avec l'assortiment minimal de cirages et de brosses ; d'autre part, la difficulté de conserver, en vivant sans abri, son outil de travail et ses bénéfices. N'ayant guère la possibilité de l'épargne, ils en ont en général encore moins le goût, capables de dilapider même des fortunes (volées) en un clin d'oeil, alors qu'ils peuvent se montrer en même temps si violemment âpres au gain.

Leur principal champ d'activités est donc -outre le vol¹⁰, sporadique ou méthodique- celui des services qui n'exigent que de la force musculaire, de l'astuce, du bagout. Ainsi le port des paquets dans les marchés, les gares routières, ou -bien plus rentable si l'on sait s'y prendre- auprès des Blancs (surtout des Blanches) devant les supermarchés et les magasins de luxe (mais ceux-ci ont souvent leur personnel de porteurs attitrés). On peut aussi, dans les villes frontalières, participer activement à la contrebande, qui a toujours besoin d'auxiliaires discrets et rusés : ainsi entre Brazzaville et Kinshasa, où l'aura superstitieuse qui entoure ces enfants "pas comme les autres" aux yeux d'adultes imprégnés de croyances magiques les protège contre la curiosité intempestive des douaniers¹¹. Mais le métier le plus fréquent dans les villes africaines est la garde des voitures et des deux-roues - garde contre le danger qu'eux-mêmes représentent : l'automobiliste "avare" peut se faire efficacement rappeler à l'ordre par un

(9) Cf. J.-B. BABO in *A l'écoute des enfants de la rue...* (pp. 530-558).

(10) Les gamins de Kampala sont ainsi surnommés les "*bayaye*", c'est-à-dire tout simplement "les voleurs".

(11) Cf. F. GATTERRE in *A l'écoute des enfants...* (pp. 350-356).

pneu crevé ou une carrosserie rayée. La protection ainsi monnayée ne vaut en général pas contre les vols importants, soit que l'automobiliste ait eu l'imprudence de laisser visible une proie trop tentante, sans proportion avec le cadeau attendu, soit que de plus grands, experts dans l'art de fracturer les serrures, chassent de force le petit gardien pour dévaliser le véhicule¹².

Les deux-roues, par contre, sont rarement volés. Ils appartiennent à des gens modestes qui sont des habitués des lieux, qu'ils viennent y travailler ou s'y distraire : ils sauront bien retrouver le petit voleur ou ses complices, et se faire eux-mêmes une justice aussi prompte qu'efficacement dissuasive.

C'est en fait auprès des étrangers, bien plus riches et éventuellement plus compatissants, que les enfants de la rue trouvent les opportunités les plus lucratives : ils peuvent mendier (c'est là aussi un art qui s'apprend) ou rendre de menus services : aller chercher des cigarettes (ou de la drogue) ou une fille pour la nuit, ou bien les guider dans la ville, voire dans le pays, où leur débrouillardise peut être fort précieuse. Là, les capacités de ténacité, d'intelligence, de séduction jouent au maximum. Les enfants de la rue font en général preuve d'une maîtrise de la langue officielle bien supérieure à celle des élèves dociles des quartiers lointains, et surtout de capacités de créativité et d'adaptation très supérieures à ceux-ci, comme l'ont montré des études précises à Kinsangani¹³ : si le formalisme sclérosant de la plupart des systèmes scolaires peut aboutir parfois à la fuite des élèves trop créatifs, il est évident que le monde de la rue impose à l'enfant qui doit se débrouiller seul de développer au maximum ses ressources personnelles d'intelligence, de courage et de vigilance. Les enfants de la rue sont presque toujours de fortes personnalités, originales et attachantes.

La plupart du temps, ils vivent seuls, ou plutôt en petits groupes. Rares sont les véritables bandes (avec hiérarchie, territoire, rite...) ¹⁴ : on en a signalé naguère à Abidjan, récemment à Yaoundé... Il s'agit essentiellement de bandes de copains, dont l'amitié peut se maintenir intacte pendant des lustres, bien après leur sortie de la rue (leurs inimitiés aussi, d'ailleurs). Les relations entre petits et grands semblent fondées beaucoup plus souvent sur l'exploitation et la violence que sur la solidarité, que ce soit avec des formes relativement modérées, comme à Lomé, ou extrêmement brutales, comme à Kinshasa. Les récits abondent de sévices que les plus forts imposent aux plus faibles, que ce soit pour leur extorquer de l'argent, ou pour établir leur autorité, ou simplement par plaisir¹⁵. La rue est un monde dur, qui n'incite pas à la tendresse ou à l'altruisme : la jungle urbaine ne sera jamais un lieu d'éducation aux valeurs véritablement humaines.

(12) Il faut cependant reconnaître que, dans les villes où le stationnement est vraiment difficile (place de l'Indépendance à Dakar, avenue Chardy à Abidjan...), les gardiens de voiture rendent un service très appréciable en orientant l'automobiliste vers les rares places disponibles.

(13) Cf. M. N. NGUB'USIM in *A l'écoute des enfants...* (pp. 491-507).

(14) Qu'est-ce qui fait que les bandes apparaissent ou non dans des milieux semblables ? Rôle de menaces extérieures, influence de personnalités particulières ? C'est là une question scientifique non résolue.

(15) Cf. K. MUWALAWALA in *A l'écoute des enfants...* (pp. 361-375).

Un facteur relativement nouveau est venu maintenant aggraver considérablement la vie de la rue : la drogue. Le cannabis est assez ancien en Afrique Noire (au Ghana, il a été rapporté après la Seconde Guerre mondiale par les soldats de retour de l'armée britannique des Indes ; c'est là que poussent les variétés les plus appréciées dans toute l'Afrique de l'Ouest). Il est de consommation banale - pour ne pas dire générale - parmi les jeunes marginaux (voire non marginaux). Au cours des années 1975-85, s'est développée au Sénégal et dans les pays voisins (mais guère au-delà¹⁶) la pratique du "gainz" : l'inhalation de vapeurs de solvant ou, plus rarement (au contraire de l'Amérique Latine), d'essence. C'est là une "pratique d'enfants" : les jeunes adultes de Dakar affectent de le mépriser et de l'abandonner pour des produits plus puissants¹⁷. Mais les dégâts du gainz sur le système nerveux sont graves, et irréversibles.

Depuis les années 1985-90, l'Afrique Noire sert de plus en plus de plaque tournante au trafic mondial des drogues "dures" : héroïne du sous-continent indien, cocaïne des Andes, barbituriques d'Europe, ce qui induit automatiquement une consommation locale croissante. Les jeunes sont les victimes désignées, les plus marginaux au premier rang, avec une conjonction de plus en plus marquée entre les deux phénomènes, nettement perceptibles dans certaines capitales comme Accra : le jeune drogué est repoussé par les siens, et échoue dans la rue ; l'enfant en fugue qui s'y réfugie sera très vite initié, et bientôt dépendant. Les perspectives sont là très inquiétantes, avec une progression rapide de la criminalité, entre ceux qui se droguent pour voler et ceux qui volent pour se droguer. La "récupération" des jeunes marginaux en devient aussi considérablement plus difficile et aléatoire : la drogue est la pente vers une asocialité peut-être irréversible¹⁸.

ROMPRE AVEC LA SOCIÉTÉ DES ADULTES

L'opinion publique, outre son aversion de principe envers les "voyous" de la rue, les "petits bandits", se trompe en général lourdement sur les causes qui les ont amenés dans la rue. En réalité, les situations sont très diverses d'un pays à l'autre, d'une ville à l'autre, voire d'un quartier à l'autre, et aussi d'un enfant à un autre. Partout, cependant, la clé se trouve dans les relations de l'enfant avec les adultes chargés en principe de s'en occuper : l'essentiel est dans l'affaiblissement ou l'éclatement de la cellule familiale, surtout (mais pas seulement) dans un contexte de grande pauvreté. Mais chaque société, chaque ville, a son histoire singulière, ses formes spécifiques, et toute généralisation reste fort hasardeuse.

Pour l'analyse, la plus facile des distinctions à opérer prend bien sûr en compte les âges : les 8-10 ans ont des problèmes et des besoins très différents des 18-20 ans, *a fortiori* des encore plus âgés (on a noté au Plateau d'Abidjan des

(16) A Abidjan, cette pratique n'existe de façon sensible que depuis quelques années, sous le nom de "dul" (= diluant), mais elle est déjà bien enracinée.

(17) Voir J.-F. WERNER : *Marges, sexe et drogue à Dakar, enquête ethnographique*, Paris, Karthala et ORSTOM, 1994, 292 p.

(18) Cf. *A l'écoute des enfants...*, chap. VIII (pp. 333-347).

gardiens de voiture de 27 ans, qui sont en faction au même carrefour depuis 10 ou 12 ans...).

La seconde doit prendre en compte l'origine géographique : locale ou lointaine, rurale ou urbaine : il est ainsi particulièrement vain de prétendre, avec l'opinion publique la plus fréquente, "renvoyer à la campagne" des jeunes qui n'en viennent pas, tout comme il est injuste (et banal) d'accuser "les étrangers" de tous les maux.

La typologie la plus pertinente doit se fonder sur le facteur le plus décisif : le degré de rupture de l'enfant par rapport à son milieu familial, qui détermine très largement son comportement (et aussi les voies de sa réinsertion). On peut ainsi proposer de distinguer six grands types : trois d'origine rurale, trois d'origine urbaine.

1) Le **pupille négligé** est un enfant qui n'a aucun problème personnel avec sa famille au village, mais que celle-ci, pour lui permettre de continuer des études secondaires ou de faire un apprentissage, place en ville chez un parent plus ou moins éloigné. Selon la tradition, ce dernier ne peut pas refuser ouvertement, mais il lui est facile de mener à l'enfant une vie telle que celui-ci, tôt ou tard, sera contraint de fuir et de se réfugier dans la rue. C'est ainsi que le problème des enfants de la rue a commencé à Abidjan, dès les années 1965.

2) Le **migrant inadapté** a quitté la campagne, en accord avec les siens, surtout dans les pays à forte tradition d'émigration (longue ou saisonnière, par exemple pendant la saison sèche), comme au Niger. C'est là le cas d'un grand nombre des jeunes marginaux qui survivent vaille que vaille à Niamey¹⁹ ou à Ouagadougou, en gardant chevillé au corps l'espoir de revenir un jour au village parés des attributs de la réussite urbaine. Certains sont si mal préparés au mode de vie citadin qu'ils n'arrivent même pas à s'intégrer dans les divers petits métiers et, surtout s'ils subissent des influences regrettables, se mettent, parfois dès leur arrivée, à dériver vers une marginalité de pure survie, que des bandes d'authentiques truands peuvent savoir récupérer à leur profit.

3) Les risques de dérive vers l'asocialité sont plus grands encore pour le **rural fugeur**, qui a rompu brutalement avec le monde du village, et qui cherche à se fondre dans la ville sans esprit de retour, donc sans les garde-fous que maintient l'opinion publique du village d'origine. On trouve, dans cette vaste catégorie -entre bien d'autres- les prostituées d'origine rurale, les *talibé* (élèves des écoles coraniques, contraints statutairement de mendier) qui, parfois, fuient un marabout qui les exploite trop féroce-ment, ou bien, en Mauritanie (où l'esclavage a été aboli dans les lois, mais guère dans les mentalités), de jeunes esclaves qui s'enfuient pour chercher à Nouakchott une bien précaire liberté²⁰.

(19) Voir D. POITOU : "La délinquance juvénile au Niger", *Études nigériennes*, n° 41, 1978, Niamey, IRSH.

(20) Voir F. LEFORT et C. BADER : *Mauritanie, la vie réconciliée*, Paris, Fayard, coll. "Les enfants du fleuve", 1990.

4) Le jeune **citadin désœuvré** a quitté l'école (surtout en situation d'échec), ou n'a pu y avoir accès. Il n'a pas réussi à commencer un apprentissage, ou il a dû le quitter faute de moyens. Ses parents n'ont pas abdiqué de leurs responsabilités morales, mais il y a le mode de vie de la grande ville (en particulier la longueur des transports, qui force le père à partir tôt le matin pour ne rentrer que tard le soir) ; il y a la pauvreté (voire la misère) ; il y a la médiocrité du logement ; il y a l'inadaptation de la mère venue de la campagne, honteuse devant ses enfants scolarisés, aux comportements pour elle incompréhensibles... Les périphéries urbaines défavorisées, les bidonvilles concentrent naturellement tous les facteurs générateurs d'exclusion. Partout, laissés à eux-mêmes, les adolescents peuvent facilement se regrouper en bandes, à la recherche de distractions ou de moyens de gagner de l'argent (pas forcément très licites), comme les "*nouchi*"²¹ d'Abidjan, qui dérivent facilement vers la violence.

5) L'**enfant abandonné** (parfois extrêmement jeune) est un produit des sociétés anciennement urbanisées, comme celle du Sud du Togo²². Cela signifie que les enfants de la rue peuvent provenir des familles les plus favorisées. L'instabilité conjugale très forte (à Lomé, on peut dire qu'un tiers des mariages aboutit à un divorce²³) amène des remariages avec des conjoints pas toujours très compréhensifs envers les enfants des premiers lits. Avoir été soumis aux brimades (discrètes ou non) de sa nouvelle marâtre, à l'exclusion brutale par le nouveau mari de sa mère, aux sévices des enfants des premières co-épouses du nouveau beau-père est, dans les récits des enfants de la rue de Lomé, le schéma le plus banal. La fuite dans la rue a pu être la conséquence d'un conflit aigu. Elle résulte plus souvent d'une déprise affective qui fait que, petit à petit, on ne se sent plus chez soi dans sa famille. Dans tous les cas, les dégâts psychologiques sont très importants et douloureux.

6) Ils sont pires pour le "**fil de personne**", l'enfant né de brèves rencontres, d'unions inter-ethniques (particulièrement fragiles), d'"accidents" entre collégiens, ou surtout, comme le gros des "*parking boys*" du Kenya, de la prostitution. Si, dans les bas-fonds de Nairobi²⁴, les fillettes nées dans ce milieu sont gardées par les mères pour être dès que possible initiées au "métier", les garçons ne présentent que des inconvénients et sont donc refoulés vers la rue dès que possible. Un père inconnu, une mère que l'on méprise et qui vous chasse, ce n'est pas vraiment un bon départ dans la vie.

Au terme de la chaîne, il y a le bébé abandonné, de moins en moins rare dans les grandes cités africaines. Mais celui-ci, par définition, ne reste pas dans la rue : s'il n'est pas rapidement recueilli, il meurt.

A ces cas, produits d'une évolution sociale en quelque sorte naturelle, s'ajoutent ceux dus aux grandes catastrophes collectives : sécheresses, famines,

(21) Non encore étudiés scientifiquement, semble-t-il, mais, à Abidjan, tout le monde en parle.

(22) Cf. Y. MARGUERAT : *A l'écoute des enfants*.... (pp. 248-280).

(23) Selon divers travaux de l'Unité de recherche démographique de l'Université du Bénin.

(24) L'action de la Undugu Society, qui s'occupe d'eux (et, par contagion, du développement de toute leur communauté) depuis 1972, est bien connue (exposé le plus récent : UNESCO-BICE : *Dans la rue, avec les enfants*, Paris, UNESCO, 1995, pp. 59-79). Recherches sociologiques en cours par D. Rodriguez-Torres.

guerres, massacres, qui projettent à travers les espaces africains des foules de réfugiés et d'abandonnés de tous âges, qui attirent sporadiquement les caméras avides de scoops. Il y a ainsi, de plus en plus, les orphelins du SIDA de l'Afrique des Grands lacs, les enfants-soldats du Mozambique, les fuyards de la guerre civile du Libéria, du Tchad ou d'Angola, les jeunes Ghanéens expulsés il y a quelques années du Nigéria (où ils avaient appris les meilleures méthodes du banditisme moderne), ou les victimes des pogroms réciproques entre Sénégal et Mauritanie, en 1989, et maintenant les survivants du génocide rwandais, avec des dizaines de milliers d'enfants seuls trop petits pour savoir même leur nom... Le réservoir est vaste d'enfants de la rue potentiels, qui peuvent échouer dans des villes fort éloignées des pays qu'ils ont dû fuir.

On a donc une multitude de situations concrètes. Toute généralisation est plus qu'aléatoire : elle est dangereuse, car échouer par inadaptation aux besoins et aux aspirations de l'enfant qui veut sortir de la rue, c'est le condamner à se braquer toujours plus contre la société, dont il deviendra pour de bon un ennemi redoutable. Mais ne rien faire, c'est de toutes façons accumuler au coeur des villes de véritables bombes à retardement.

ESQUISSE DES PRINCIPES D'ACTION

Les enfants de la rue sont, nous venons de le voir, les victimes des dysfonctionnements des sociétés actuelles. Il est évident que ceux-ci sont hors de portée de toute action volontaire, du moins à court terme. Autrement dit, faute de pouvoir peser sur les causes, on est obligé de se contenter d'essayer d'en endiguer les conséquences - ce qui n'est pas très gratifiant, mais cela vaut mieux que de ne rien faire.

L'expérience montre que l'action est possible, qu'elle est efficace, et même qu'elle est relativement facile. Dans la plupart des cas, et en dehors des contraintes imposées aux enfants "sous contrôle", la plupart des enfants de la rue, même âgés²⁵, sont désireux d'en sortir. L'essentiel est donc là : il n'y a qu'à accompagner le mouvement, lui donner les moyens de se réaliser.

Devant l'ampleur numérique et économique du phénomène des jeunes "dans" la rue, on ne peut qu'essayer de les aider à mieux vivre dans la rue : les aider à s'organiser, à se former, à défendre leurs droits et leur dignité, comme tous les travailleurs. Mais pour les enfants les plus malheureux des marges de la société, on ne peut refuser à ceux qui le veulent les moyens d'en sortir.

Il est souvent nécessaire de tenir compte d'une période de transition, de réadaptation. Il est très utile pour cela de pouvoir proposer des abris provisoires, un lieu pour venir se réfugier de temps en temps, se laver, mettre ses affaires à l'abri, se faire soigner, se faire écouter... Mais le jour où arrive -plus ou moins nettement exprimée, mais issue d'un profond appel au secours- la

(25) Surtout âgés : à 10-15 ans, la vie de la rue ne manque pas de séductions ; à 15-20 ans, on se rend bien mieux compte que c'est une impasse.

demande de sortir de la rue, il faut être capable de proposer de véritables solutions. Pas de bonnes paroles : un toit, à manger, une école, un apprentissage....

Il faut donc être capable d'une solidarité active. Bien des solutions pratiques sont possibles, à condition d'être adaptées aux réalités, celles de la société environnante comme celles de l'enfant individuellement. Elles doivent cependant avoir au départ en commun :

1) la volonté de l'enfant (ou du jeune, même si les plus petits, les plus fragiles, doivent avoir la priorité) : assez mûr pour survivre dans des conditions qui épouvanteraient bien des adultes, l'enfant de la rue, au fond de lui-même, sait ce qu'il veut. S'il apprécie certains aspects de sa totale liberté, il est néanmoins passionnément avide d'attention, de tendresse, d'amour ;

2) la sincérité du dialogue, la droiture de l'engagement de l'adulte vis-à-vis de son partenaire mineur (en général, infailliblement lucide sur les intentions réelles de l'adulte), le respect de sa personne et de ses valeurs. L'adulte doit rester lui-même, et non jouer à l'enfant sous prétexte de se mettre à sa portée ; il doit servir d'exemple (positif) et de guide à la demande, en particulier pour aider l'enfant à y voir clair, à distinguer le rêve de la réalité. L'adulte doit proposer et non imposer son modèle ;

3) le souci de renouer autant que possible avec la famille de l'enfant, de lui rendre son milieu naturel (si cela est possible), qui sera toujours plus épanouissant qu'un cadre artificiel (mais celui-ci peut être une nécessité urgente pour récupérer dans la rue les plus petits, c'est-à-dire ceux qui souffrent le plus) ;

4) la certitude garantie à l'enfant qu'on ne l'abandonnera plus (mais lui est libre de repartir). Cela veut dire avoir les reins assez solides, moralement et financièrement, pour pouvoir tenir sa parole. Cela veut aussi dire savoir pardonner les rechutes, dont certaines sont d'ailleurs tout simplement un moyen de tester la fiabilité de l'adulte ;

5) il faut savoir que nous ne sommes pas Pygmalion, sculpteur tout puissant d'une cire amorphe, et aussi qu'on ne guérit jamais vraiment des blessures d'une enfance saccagée. L'objectif n'est pas de masquer les cicatrices, mais d'apprendre à vivre avec. La plupart d'entre eux expriment le désir de devenir de bons pères de famille, ce qui leur a tant manqué à eux-mêmes. Y réussiront-ils ? C'est là, bien sûr, le test décisif du succès à long terme, mais il ne faut pas se décourager de simples demi-victoires ;

Les enfants de la rue attendent donc que des hommes et des femmes s'engagent pour eux, avec eux, avec une certaine qualité de coeur (qui ne se traduit pas forcément par des diplômes), avec le sens de l'écoute, et celui des réalités.

L'expérience montre que ce type d'action (quelles qu'en soient les modalités pratiques) est efficace. Même si les "sources sociales" génératrices d'enfants de la rue continuent à en produire, on observe (ainsi à Nouakchott ou à Lomé)

qu'offrir une issue hors de la rue aux enfants qui le veulent aboutit à des améliorations spectaculaires de la situation globale, comme si les fugueurs potentiels préféraient s'abstenir, faute sans doute d'un milieu de copains suffisant pour les accueillir. La bataille n'est donc pas perdue d'avance. Certes, d'autres vagues de jeunes marginaux arriveront tôt ou tard, qui prendront les places vacantes (à Lomé, c'est fait). Il faudra alors imaginer d'autres solutions et engager d'autres combats.

Récupérer des enfants de la rue ne coûte pas beaucoup à l'échelle de la collectivité²⁶. En tout cas, beaucoup moins cher que de multiplier polices, gardes privées et prisons. C'est là un défi à relever à la fois pour le coeur et pour la raison. ●

(26) On trouvera la description de 18 actions de réinsertion sociale de grande ampleur, originales et efficaces, dans le récent ouvrage UNESCO-BICE cité plus haut.

EDUCATION PERMANENTE

chaque trimestre, sur abonnement

dernier numéro paru :

L'autoformation en chantiers

André Moisan

Autoformation et organisation apprenante

Bernadette Courtois

L'expérience formatrice :
entre auto et écoformation

Maria Emilia Ricardo Marques

De la reproduction des savoirs
à l'autoformation

Maria do Loreto Palva Couceiro

Autoformation et conscientisation
du sujet féminin

Patricia Portelli

Un réseau d'échanges réciproques de savoirs :
un lieu de pratiques sociales d'autoformation
individuelle et collective ?

Séraphin Alava

Pratiques d'autoformation
des enseignants novices
ou l'autoconstruction professionnelle

Pascal Galvani

Le blason, éléments pour une méthodologie
exploratoire de l'autoformation

Georges Le Meur

La praxéologie : une néo-autodidaxie

Octavi Roca, Nuria Vidal

L'autoformation en Espagne,
Des centres d'auto-apprentissage
aux systèmes de formation personnalisée

Gérard Mlekuz

La TSF, le Kino et l'étrange lucarne

Guy Bonvalot

Pour une autoformation « permanente »
des adultes

Nicole Tremblay, André Balleux

La galaxie « auto » dans l'univers
de l'andragogie : une première analogie

Gaston Pineau

Recherches sur l'autoformation existentielle :
des boucles étranges
entre auto et exoréférences

Michel Fabre

La formation comme régime nocturne :
Raison narrative et formation

Georges Lerbet

Autonomie et auto-référence en éducation :
quelques points de repères

Jean-Louis Le Moigne

Paradoxe autoformation, merveilleuse
et pourtant intelligible

Gerald A. Straka

L'autoformation en Allemagne.
Recherches et pratiques du groupe LOS

Philippe Carré

L'autodirection en formation. Contribution
à une analyse ternaire de l'autoformation

Alexandre Lhotellier

Action, praxéologie et autoformation

Joffre Dumazedier

Aides à l'autoformation :
un fait social d'aujourd'hui



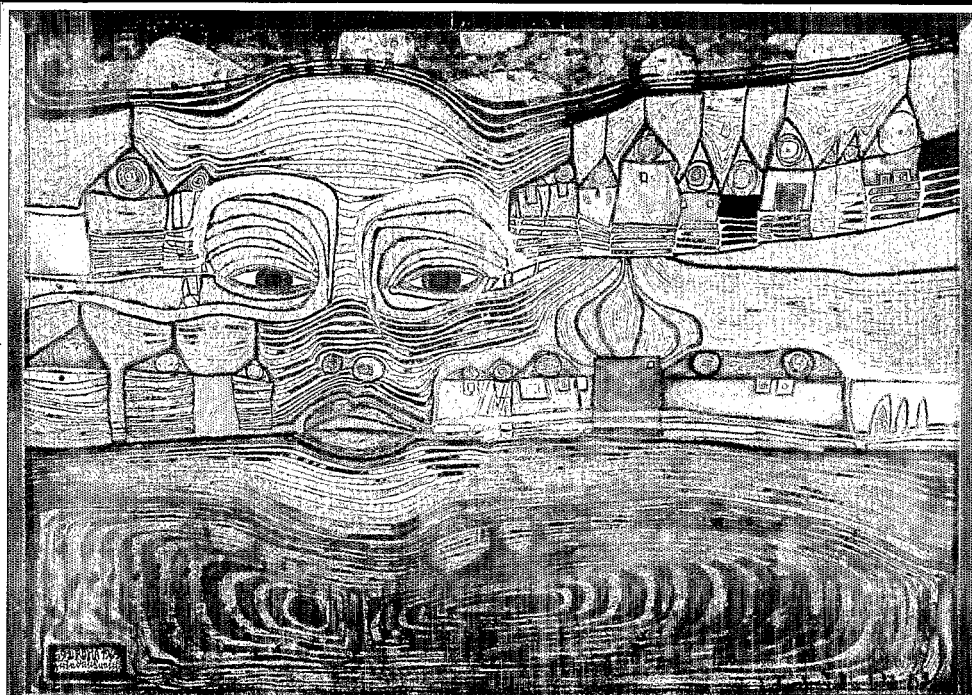
Bulletin d'abonnement à retourner accompagné de votre règlement à
Education Permanente - 16, rue Berthollet - 94113 Arcueil

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

☐ souscrit un abonnement d'un an à ***Education Permanente*** (4 numéros : 380 F).



REVUE INTERNATIONALE DE PSYCHOSOCIOLOGIE

Rédacteurs en chef

Gilles AMADO

Eugène ENRIQUEZ

Comité de rédaction

Jacqueline BARUS-MICHEL
Jean DUBOST
Florence GIUST-DESPRAIRIES

Véronique GUIENNE-BOSSAVIT
Jean-Marc HUGUET
André LÉVY

Comité éditorial

Harold BRIDGER, Tavistock Institute, Londres, Grande-Bretagne
Teresa CARRETEIRO, Universidade Federal Fluminense, Rio de Janeiro, Brésil
Cornélius CASTORIADIS, EHESS, Paris, France
Christophe DEJOURS, CNAM, Paris, France
Claude FAUCHEUX, CREDS, Fontainebleau, France
Jean-Claude FILLOUX, Université Paris X, France
André GREEN, Société Psychanalytique de Paris, France
Vincent HANSSENS, Université de Louvain, Belgique
Larry HIRSCHHORN, Wharton Center for Applied Research, Philadelphia, USA
Maurice JEANNET, Université de Lausanne, Suisse
Agopik et Franca MANOUKIAN, Studio di Analisi Psicosociologica, Milan, Italie
André NICOLAI, Université Paris X, France
Jacqueline PALMADE, Université Paris IX, France
Guy PALMADE, Psychosociologue, Paris
Guy ROUSTANG, CNRS, L.E.S.T., Aix-en-Provence, France
Robert SEVIGNY, Université de Montréal, Canada
Hans VAN BEINUM, Halmstad University, Suède

La Revue Internationale de Psychosociologie est publiée avec le soutien du Centre National du Livre.

ABONNEZ-VOUS

à la Revue Internationale de Psychosociologie

BULLETIN D'ABONNEMENT

A retourner accompagné de votre règlement aux Editions ESKA, 27, rue Dunois, 75013 Paris
Tél. : (1) 44 06 80 42 - Télécopie : (1) 44 24 06 94

Je m'abonne pour l'année 1996 à la "Revue Internationale de Psychosociologie"

Au tarif de : France : 260 FF* TTC
Etranger : 294 FF

Je joins :

- ☐ Un chèque bancaire à l'ordre
des Editions ESKA
☐ Un virement postal aux Editions
ESKA, CCP Paris 1667 - 494 - Z.

* Réduction de 50 % aux étudiants (sur présentation
d'un justificatif lors de la commande)

Nom

Prénom

Adresse

.....

Téléphone

Fax

VILLES ET COMMUNAUTÉS

Volume II, n° 3, Automne 1995

Editorial

Jean DUBOST

La destruction d'une communauté synagogale : la polarisation dans un monde post-industriel

Larry HIRSCHHORN

Questions à la ville citoyenne

Nadège MARIE

Les enfants de la rue : une expérience en marche à Belo Horizonte

Michel LE VEN

Les enfants de la rue : le cas de l'Afrique noire

Yves MARGUERAT

Le théâtre, lieu de relations authentiques entre villes juives et arabes

Ouriel ZOHAR

La lutte pour la visibilité. Etude d'une favela brésilienne

Teresa Cristina CARRETEIRO

Tensions entre propriétaires et occupants de favelas

Marilia Novais de MATA MACHADO

La transformation de l'action sociale et éducative à Tcheliabinsk (Russie)

Joëlle BORDET

L'univers-cité populaire de Martigues ou le dialogue reconquis des enfants de la cité

Fayçal ABED, Jacques BRODA, Sandrine NOGALES

"Témoigner de l'intérieur" ou "Le Soleil Bleu"

Jacques BRODA

Sujet et lien social : inventer des espaces entre l'éducatif et le thérapeutique

Martine GERNIGON

Etude

L'égalité des chances de carrière en milieu bancaire : recherche-action, socianalyse et sociologie existentielle

Marcel BOLLE DE BAL

Comptes rendus d'ouvrages

Véronique GUIENNE-BOSSAVIT : Etre consultant d'orientation psychosociologique, par Marcel BOLLE DE BAL

Michèle SALMONA : Souffrances et résistances des paysans français. Les paysans français : le travail, les métiers, la transmission des savoirs, par Véronique Guienne-Bossavit

Collection de psychologie sociale sous la direction de J. MAISONNEUVE et S. MOSCOVICI, par André Lévy

Numéros parus :

Octobre 1994, N° 1 : Positions de la psychosociologie

Printemps 1995, N° 2 : Détours identitaires

Numéros à paraître :

Printemps 1996, N° 4 : Syndicalisme et sciences sociales

Automne 1996, N° 5 : Psychodynamique et psychopathologie

REVUE INTERNATIONALE DE PSYCHOSOCIOLOGIE

A l'ère de la complexité, de la remise en cause des certitudes, de l'ébranlement des idéologies et des structures les mieux établies, la réflexion et l'analyse psychosociologiques se trouvent au cœur des débats publics et privés.

Toute personne qui ne se sent pas trop perturbée par cet "éclatement" tente en effet de comprendre les intrications entre conduites humaines, réalité psychique et champ social et d'imaginer ou de mettre en œuvre des cadres de vie et de travail susceptibles de concilier des aspirations diverses voire contradictoires.

C'est bien l'objet de la psychosociologie, qui n'est pas seulement réflexion sur la complexité des conduites humaines mais recherche en vue de l'action, tentative de compréhension du monde au service de la transformation des structures sociales et des conditions de vie.

La Revue Internationale de Psychosociologie se veut un lieu de présentation et de discussion de ces tentatives de compréhension et d'action psychosociologiques. Elle s'efforce de montrer comment et en quoi la psychosociologie représente une forme de discipline qui se situe au cœur de l'actualité et du changement, au cœur de la vie sociale.

Si elle s'adresse plus particulièrement aux responsables d'organisations et d'institutions, travailleurs sociaux, syndicalistes, formateurs et enseignants, consultants et agents de changement, elle vise plus largement tous ceux qui se sentent concernés par le développement humain et social.

Cette revue est semestrielle. Chaque numéro propose :

- des articles de fond autour d'un thème central ;
- des comptes rendus d'interventions, d'études et de recherches psychosociologiques ;
- des débats à propos de l'actualité ;
- des recensions d'ouvrages français et étrangers se situant dans le champ de la psychosociologie.

Conditions d'abonnement : 2 numéros par an

Printemps 1996 n° 4 : Syndicalisme et sciences sociales

Automne 1996, n° 5 : Psychodynamique et psychopathologie du travail

France : 260 F (réduction de 50 % aux étudiants*)

Etranger : 294 F

Prix du numéro : 180 F

La demande d'abonnement ainsi que le paiement sont à adresser aux Editions ESKA, 27, rue Dunois, 75013 PARIS.

* Sur présentation d'un justificatif lors de la commande.